

Samedi 31 Janvier 2009

Compte-rendu de la première réunion du club de réflexion *Inventer à gauche*

Catherine Tasca, Michel Destot et Dominique de Nayves ouvrent les débats. Une soixantaine de participants sont présents dans la salle.

Préambule :

Catherine Tasca :

C'est à la fois le rendez-vous de la constance et de la prospective :

- Le rendez-vous de la constance car nous avons rejoint et accompagné Bertrand Delanoë en Juin dernier, nous avons fait campagne autour de DSK pour les primaires en 2006, et enfin nous avons preuve de constance dans nos analyses et nos idées ;
- le rendez-vous de la prospective face à un contexte international mouvant, il faut contribuer, dans notre parti, à la réflexion qui s'impose à nous tous. Un travail très ample dans le renouveau des idées nous attend, il s'agit d'une responsabilité importante pour les leaders nationaux.

Cette association a été conçue comme un vivier d'idées et un lieu de débat libre.

Michel Destot :

Une après-midi qui va se dérouler en deux temps :

- un bilan de l'année écoulée ;
- un débat autour des nouvelles cohérences économique et sociale.

1 – Bilan de l'année écoulée

1 - D'abord, quelques mots d'introduction sur notre parcours et notre ambition :

Qui sommes-nous ?

Le Cercle des 13 au départ en Juin 2008 (Patricia Adam, Alain Bergounioux, Pierre Bourguignon, Daniel Delaveau, Marc Deluzet, Michel Destot, Claude Evin, Charles Josselin, Dominique Lefebvre, Dominique de Nayves, Alain Richard, Bernard Soulage, Catherine Tasca). Les 13 qui ont signé l'appel à rejoindre la contribution portée par Bertrand Delanoë.

Nous sommes surtout des réformistes, des socio-démocrates, des européens, internationalistes et décentralisateurs.

L'objectif est d'apporter à la gauche une expertise et une fraîcheur de ton. Rénover la gauche, la social-démocratie au service du Parti socialiste, la grande force capable de créer l'alternance.

Ce ne sera ni une écurie présidentielle, ni un courant, mais bien davantage une start-up qui aspire à devenir grande.

2 - Retour sur l'année écoulée : un Congrès socialiste raté

La mise en place d'un dispositif humain a été manquée. L'accueil des « Reconstructeurs » a été évité (un assemblage trop disparate) ; cela a débouché sur un rapprochement avec Bertrand Delanoë.

Un Congrès vécu comme un moment difficile : une Commission des résolutions perçue comme une nuit de dupes, le retrait de Bertrand Delanoë et l'élection de Martine Aubry quelques semaines plus tard avec une centaine de voix d'avances.

Les causes de ce Congrès raté. Nous ne sommes pas parvenus à imposer un vrai débat sur le fond, un alliage de motions assez hétéroclites, l'arrivée de la crise a conduit à une surenchère radiale, un refus d'établir des ponts avec la motion E...

3 - Aujourd'hui et demain :

Le Parti socialiste est aujourd'hui davantage en ordre de marche, mais une lenteur et une complexité de la mise en œuvre de la gouvernance, voire même à un tiraillement stratégique et idéologique. Une culture d'oppositions, mais aussi une culture de propositions.

Ainsi, on n'a pas encore de stabilité dans les orientations politiques de notre Parti. Faut-il désespérer ? Non, malgré la crise, malgré la situation de la gauche, nous avons le devoir de sortir par le haut. La crise est le moment pour mettre en œuvre l'innovation à tous les niveaux (sur le plan économique, social, environnemental...).

Ce qui est à faire, c'est de réformer le capitalisme et réformer la social-démocratie. Le XXème siècle s'est terminé avec l'apogée des Etats-nations après quatre génocides (Arménien, Juif, Khmer, Grands lacs). Est-ce que le XXIème siècle sera le siècle du monde, des régions... ? Nous avons besoin d'une gouvernance mondiale. Les plans de relance nationaux seront incapables de répondre aux enjeux de la crise actuelle.

Il convient aussi de réfléchir aux évolutions de notre monde autour du fait urbain. L'histoire des civilisations (Athènes, Venise, Bruges, New York, Tokyo...) va de pair avec celle des villes. A la fois des difficultés sociales, mais aussi des expérimentations sociales. Il faudra trouver des solutions dans ces zones (80 % des occidentaux vivent en ville ; 75 % des habitants du monde vivront en ville en 2050).

Nous devons imaginer un projet contemporain qui réponde à un ensemble de questions actuelles (la mondialisation économique, les rapports entre le Nord et le Sud, l'allongement de la durée de vie...) toutes les réponses en termes sociétaux. On ne peut pas parier sur la défaite de l'adversaire, de Nicolas Sarkozy.

Deux remarques :

- La crise peut être source de peurs (chômage, précarité, de l'autre, des incivilités...). Alors qu'il faudrait retrouver le goût du débat, le goût du risque...
- Nous ne pouvons être de purs esprits, nous devons nous organiser de façons souples et efficaces. Se fixer des points de rendez-vous à tenir avec une valorisation interne et externe. Le premier grand rendez-vous sera en Juin 2009 avec une première rencontre autour de Pascal Lamy afin de confronter nos points de vue.

Michel Rocard, Alain Richard, Daniel Delavaud, François Roussely, Pierre Bourguignon, Patricia Adam... auraient souhaité être présent.

Dominique De Nayves :

Sur le dispositif de notre association *Inventer à gauche*.

C'est une Association, loi 1901, qui a pour objet social de participer à la réflexion qui doit être engagée dans la gauche réformatrice, désormais bousculée par la crise économique et sociale mondiale. L'adresse du siège social : 84, rue Jean de la Fontaine 75 016 Paris ; car la reconquête commence à l'Ouest, surtout à Paris.

Notre démarche : utiliser les moyens traditionnels (débat, conférences) et modernes (site Internet, forum...), mais aussi être en permanence en relation avec le monde social. Nous sommes un acteur politique qui devons tirer parti des luttes sociales, des réflexions menées dans les différents combats sociaux... Ce qui a manqué à la gauche : c'est cette alchimie, c'est-à-dire une gauche capable de penser, d'innover, de réfléchir avec les personnes qui mènent des combats (associations, entreprises...). Il est indispensable pour retrouver une crédibilité à la gauche, être capable de renforcer
Nous ne serons pas simplement un cercle de réflexion, mais un lieu de débat avec les acteurs de la société. Nous devons être une gauche plus accessible, plus claire plus claire dans ses choix et à l'écoute de la société.

Inventer, car il nous paraît indispensable de renouveler notre logiciel, que nos idées doivent être rediscutées. La gauche doit retrouver une capacité à innover. Il faut d'abord revoir le terme de social-démocratie, le confronter au réel et participer à ce mouvement de rénovation intellectuelle qui se déroule dans toute l'Europe.

Une structure souple et dynamique :

- Un Conseil comprenant le noyau des 13 plus quelques autres jeunes pousses. Mais une association ouverte qui veut respirer.
- Un Bureau = instance d'organisation souple (Michel Destot, Président ; Alain Richard, Trésorier ; Dominique de Nayves, Secrétaire général)
- L'adhésion est à 30 euros.
- Un site Internet : www.inventeragauche.com

Notre ambition est d'animer ce site, de le faire vivre. Des billets d'humeur seront déposés, nous souhaitons un site vivant, des débats interactifs pour ne pas dire participatifs. Nous prenons l'engagement de mettre des positions dissidentes sur ce site.

Nous voulons beaucoup d'échanges et de dialogue. Ce qu'il faut, c'est faire vivre le débat. « De l'air, de l'air... » Rien ne se fera sans le Parti socialiste ; mais, seulement s'il est capable d'imaginer.

Interventions de la salle :

Bernard Spitz :

Le PS est le seul Parti en Europe qui fait le choix du non-leadership. Toute opposition en Europe met à sa tête un leader en position de gouverner ensuite. Le PS fait exactement l'inverse, le choix ou plutôt la recherche d'un non-présidentiable.

De plus, il n'existe pas de programme alternatif : il est très décevant, voire archaïque. Comment faire pour les trois années à venir ?

Robert Chapuis :

Je me félicite de la création de ce mouvement qui se donne des perspectives à plus long terme. Il faut tenter ce travail de reconstruction sur le champ politique.

Problème : comment lier ces orientations et l'action politique ?

Les motions ne sont pas des courants, elles n'ont pas de clarté politique. Comment rétablir de véritables courants en termes de personnes, d'idées... ?

On ne peut se contenter de proposer des idées ; il y a des échéances devant nous (européennes et régionales). Elles peuvent être celles du plus petit dénominateur (saluer le *Manifesto*) ; or, il y a un enjeu lourd, le débat doit être donné dans le Parti et on a très peu de temps. Il convient de prendre des risques, car d'autres vont être présents à gauche comme à droite. Pour les régionales, nous y sommes entrés totalement en marche arrière, ce qui sera en cause est la crédibilité pour le PS pour gouverner demain.

Alain Maurice, Maire de Valence :

L'initiative de cette association vient au bon moment. Je suis partant pour être dans cette dynamique.

Il faut avoir des positionnements forts sur l'économie de la connaissance. Nous devons aussi identifier dans chaque département ceux qui souhaitent être dans la dynamique.

Les échéances sont proches (européennes de Juin 2008 et régionales de Mars 2010).

Georges Sohier, Secrétaire de section de Chamonix, Conseil fédéral de Haute-Savoie :

La catastrophe du Congrès de Reims. Rappeler aussi notre propre échec. L'enjeu consiste à porter le débat au sein du Parti.

Par rapport à 2012, ne pas jouer sur l'échec de Sarkozy et son effondrement.

D'autres socio-démocrates montent leur association, les regarder, des convergences sont à rechercher.

2- Débat autour du thème « Quelle nouvelle cohérence économique et sociale pour les socialistes ? »

1 - Rapport introductif :

Alain Bergounioux :

Un texte a été envoyé aux participants de la réunion.

L'enjeu consiste à dégager un agenda à penser et à faire

Dans l'objectif, il y a les bases de ce que nous sommes : une social-démocratie renouvelée.

Deux remarques :

- Une situation paradoxale dans le Parti : une fragmentation de cette sensibilité social-démocrate (autour de plusieurs motions), car la question du leadership n'est pas réglée ;
- Le Parti socialiste a un projet, il a une idéologie (des références communes, des politiques identifiées...), ce qu'il manque c'est une philosophie commune, une culture politique. La Déclaration de principes n'est pas portée par le PS. Il n'y a pas eu de vrais débats. Il faut donc intervenir tôt, car nous devons faire ces choix politiques.

Il faut rassembler tous ceux qui pensent à peu près pareil, puis constituer une orientation commune, une philosophie politique commune.

Notre interrogation clé pour définir une orientation politique : le Parti de la réforme. Ceux qui depuis des décennies portent la volonté d'un socialisme réformiste assumé. Face à la situation nouvelle, deux dangers : retourner à une gestion antérieure libérale, c'est-à-dire un socialisme modéré et de gestion, dont nous voyons les insuffisances ; le danger du repli à travers le protectionnisme et un retour très marqué de l'Etat (une économie administrée classique, par exemple).

Il convient de faire un travail éminemment politique : faire un inventaire sur ce Parti socialiste de la réforme (ce qui a été bon, erroné...), un inventaire courageux, jusqu'où se remettre en cause soi-même. Besoin d'avoir un agenda politique.

Quelques fondamentaux de la culture social-démocrate :

Il s'agit aujourd'hui de défricher le terrain, de commencer à poser les bonnes questions. Il y a une interrogation fondamentale en Europe aujourd'hui sur trois points :

- nommer les réalités sociales : définir le nouvel ancrage social. Qui représentons-nous ? Contre qui nous battons-nous ? Pour qui ? Contre qui ? La question du libéralisme, l'existence des classes sociales, le déclassement social (à relier au NPA), l'expérience du chômage, le sentiment d'insécurité... Aujourd'hui, nous n'avons plus les outils pour nommer les réalités sociales. Défendre tous ceux qui ne sont pas les privilégiés. Nous ne sommes plus représentatifs des ouvriers, la FP ne vote plus nécessairement pour nous... donc les bases classiques de la social-démocratie sont incertaines. C'est un travail fondamental à faire pour le PS, car cela heurte sa culture idéologique. Nommer pour réunir différentes catégories entre elles. Ne pas savoir les réalités sociales est le mal de la social-démocratie.
- La production de richesses et la question de la compétitivité de la France : On rentre dans une période d'appauvrissement via la récession. Lutter contre les inégalités mais à partir d'une production de richesses. Une social-démocratie renouvelée doit mettre comme premier objectif, la production de richesses. Nous devons nous déterminer sur

ce point. Pour ma part, la réponse est oui. Partage-t-on le diagnostic que la France est en situation de sous-compétitivité (politique industrielle, Partenariat Public-Privé, investissement...)? Quel type d'Etat, d'action publique dans ce contexte ?

- La dimension européenne : la crise de la social-démocratie va de pair avec la crise du projet européen. Nous faisons partie des forces qui ont besoin du projet européen. L'effacement de la Commission, une Europe à quelques uns, un Parlement marginalisé, illustrent cette crise du projet européen. Il faut trancher : soit, une orientation avec une Europe intergouvernementale ; soit, une Europe avec un approfondissement du projet communautaire. Une Europe plus politique est un combat à reprendre. On ne peut se contenter de faire un inventaire des exigences sociales (SMIC européen, par exemple).

Sur le plan international, il convient d'aborder vite le débat sur le protectionnisme. Qu'est-ce que veut dire la protection ? Le protectionnisme crée plus de problèmes qu'il n'en résout. Cela peut favoriser un repli important. Le corollaire consiste à imaginer les réponses en termes de régulation. Comment aborder ce thème ?

Conclusion :

Quelle est la sortie de crise que nous souhaitons ? Quel type de capitalisme nous voulons ? Crise morale du capitalisme financier. Penser les formes de conflictualité. Que retient-on de positif de l'alter mondialisme ? Il faudra enfin trouver les mots pour le dire. Ce ne sera pas chose aisée.

Au final, il convient de faire un travail politique, de philosophie politique, et dépasser les questions techniques. A partir de ces orientations clairement définies, on pourra diffuser ces idées.

2 - Interventions de la salle :

Roger Godino :

Sur le protectionnisme, les demandes s'expriment. Le mot protection reflète la peur. Nous avons un rôle à jouer en matière de clarification, d'abord et de pédagogie, ensuite :

- Sur la clarification, il convient d'y voir clair. Le débat en Juin 2009 avec Pascal Lamy serait idéal.
- Ensuite, il faudra réaliser un travail de pédagogie.

Si nous réussissons à clarifier notre position et à faire montre de pédagogie, nous aurons contribué à quelque chose. Seuls les réformistes sont capables d'apporter une réponse.

Sur l'Europe, le bond a été effectué *via* l'euro. C'était une avancée politique, plus qu'économique, lorsque le mur de Berlin est tombé. Il nous a protégé pendant la crise, mais l'euro est à la veille d'être attaqué (différentiel de taux d'intérêt entre les Etats, faible mobilité des salariés en Europe...). Il faut donc consolider la zone euro par des moyens politiques, prendre des initiatives pour faire du politique dans la zone euro, et non plus de l'intergouvernemental.

Il y a un besoin d'entrer dans un budget fédéral européen. Un domaine est possible aujourd'hui : le budget en matière de R&D. Emprunter pour préparer l'avenir, et non pas pour boucher les fins de mois. Cet emprunt passerait par la Banque Européenne d'Investissement, elle trouverait les fonds nécessaires.

Un concept moderne à retravailler : le « socialisme de production ». Mais c'est un mauvais terme pour une très bonne idée. La redistribution est actuellement au maximum de ses possibilités ; il vaut mieux par conséquent orienter la production et le système productif ; le système social récupérera par la suite l'augmentation de la production.

Le travail en amont oblige à revoir deux choses :

- la régulation des entreprises par rapport à leur orientation (le marché n'est plus le seul acteur pour orienter l'économie) et un instrument de mesure (par les agences de notation). La stratégie des entreprises ou leur orientation sectorielle seraient influencées par l'action politique de façon à réorienter le système de production au bénéfice de la sphère sociale. Les agences de notation évalueraient cet aménagement de l'économie de marché ;

- à l'intérieur de l'entreprise, la gouvernance n'a pas atteint son maximum. Les salariés ne font plus confiance à leurs dirigeants. L'idée consiste à imaginer une lutte sociale qui au lieu d'être nationale, se ferait à l'intérieur de chaque entreprise aidé par le politique (ouvrir les conseils de surveillance pour les salariés, par exemple). Pour disposer d'une cohérence au plan mondial, la lutte interne sera nécessairement internationale. Il est urgent que les socialistes s'emparent du monde de l'entreprise.

Pierre-Yves Cossé :

Nous serons crédibles dans les conditions du renouveau que si nous sommes capables de dégager un horizon. Que si nous avons une vision, c'est ce qui manque incroyablement à l'heure actuelle.

La vision nécessite de :

- Faire un effort pour penser une sortie de crise (les perdants : les pays occidentaux fortement endettés, les banques affaiblies... ; les gagnants sont plus durs à déceler : il y aura le Brésil, la Chine ou l'Inde et quelques unes de leurs entreprises). Penser ce changement et ne pas le voir comme une sorte d'apocalypse. Ne pas non plus faire montre de paresse intellectuelle. Nous ne serons crédibles que si nous avons cette vision avec un risque intellectuel à affronter.
- Penser la crise, notamment la crise sociale. L'urgence de la compétitivité. Reparler du protectionnisme : il y a probablement une façon de le concevoir ; nous ne tiendrons pas en disant « Non » à tout protectionnisme. Il faut gérer ce mal avec discernement, traiter ce sujet.

Sur le texte proposé :

- Ne pas avoir peur de parler des inégalités, ne pas avoir peur de dire des choses qu'on n'osait pas dire il y a un certain temps. Les inégalités sectorielles (banques...) n'étaient pas automatiques, il y a une façon de se remplir les poches pour les uns, au détriment des autres. Reparler de la progressivité de l'impôt sur le revenu (Roosevelt - pourtant républicain - était monté jusqu'à 70 % dans les années 1930).

- Parler un peu plus d'environnement, la politique de l'énergie. Ce qu'on attend de l'Europe est aussi une politique de l'énergie.

- L'esprit de la décentralisation : serons-nous régionalistes, départementalistes ? Quelle marge, quel contrôle faut-il se donner au niveau local ? Il s'agit de retrouver un peu de sel là aussi, et ne plus se contenter de gérer notre fonds de commerce dans les régions, les départements et les villes.

Richard Lioger, premier-adjoint Mairie de Metz :

Je suis très content de participer à la rénovation de la social-démocratie. Je note néanmoins un manque dans le texte : la peur de l'autre n'apparaît pas (ou la question de l'altérité). C'est aussi un élément de refuge, un élément de construction. Il manque une réflexion sur les constructions identitaires (ouvrières pour le capitalisme, par exemple). Comment la social-démocratie peut poser des analyses sur ces questions ? Trouver à partir de ces analyses de(cette déconstruction), des solutions pas nécessairement républicaines qui permettraient de contrecarrer ces fausses idées, ces fausses lunes.

Marc Deluzet :

Il manque une cinquième partie dans le texte qui serait celle de l'entreprise. Quelle est notre vision de l'entreprise ? Est-ce seulement un lieu de profit ou bien un lieu d'innovation, qui répond aussi aux besoins collectifs. Comment pouvons-nous penser l'entreprise autrement ? Les questions de développement durable et de RSE sont nouvelles et pas anodines.

Les problèmes de dettes et de financement public, il y a un problème de financement des politiques publiques. Ce n'est pas que par l'impôt que l'on pourra créer un corps de fonctionnaires en matière de crèche par exemple, mais via des initiatives privées, des associations...

C'est la même chose pour les questions culturelles, les questions d'éducation... il est nécessaire de repenser la social-démocratie sur d'autres bases. L'Etat ne constitue pas le seul acteur, il faut davantage agir via les mouvements sociaux et par les innovations de la société. Que cela soit présent dans notre réflexion.

Sur le plan international, n'oublions pas que les acteurs dans les pays émergents (Brésil, Inde...) portent un regard positif sur la mondialisation.

Dominique de Nayves :

On ne pas parler comme si rien ne s'était passé : la crise financière pose avant tout un problème de crise du capitalisme. Sinon, on risque de faire des travaux élitistes.

Premier débat : Savoir si oui ou non, on peut dire aux concitoyens que la mondialisation est un bien formidable. La théorie du gagnant-gagnant. Alors qu'il y a désormais des personnes de mieux en mieux formées dans les pays en voie de développement, ils vont nous concurrencer dans des produits que nous pensons être les nôtres. Est-ce que la mondialisation va continuer à nous bénéficier ? Mais tout le monde n'est pas ingénieur travaillant dans des entreprises de haute technologie. Les autres, l'immense majorité, se réfugient donc dans une gauche ultra radicale, ces personnes étant déclassées par la mondialisation.

Donc, disons « La mondialisation peut être formidable », mais cela n'est pas si simple, il faut le démontrer, être convaincant. Les périodes intermédiaires (de transition) peuvent être douloureuses pour un certain nombre de personnes. Elles ont besoin d'une action d'accompagnement. Il faudra tenir ce discours, ce langage, sans quoi nous ne serions plus crédibles. Il y a nécessité à réinventer l'aspect positif de la mondialisation.

Deuxième débat : la social-démocratie a été capable de dégager un compromis social au niveau français et européen. Mais quel type de compromis social aujourd'hui ? Avons-nous des forces sociales sur lesquelles nous pouvons nous appuyer ? C'est une immense question. Nous devons le faire d'abord au sein de notre propre pays. Cela sera un long chemin. Un certain nombre d'étapes politiques sont nécessaires tant au niveau européen, qu'au niveau mondial.

Barack Obama n'y suffira pas, il est avant tout président des Etats-Unis d'Amérique. Il faut donc trouver les voies et moyens au niveau international, alors même que l'espace européen n'est pas intégré.

La question du temps et de la durée est posée. Construire ce chemin. La première étape : montrer que la social-démocratie est en train de se reconstituer pour l'échéance de Juin 2009. Que sommes-nous capables (social-démocratie française) de proposer pour reconstruire la social-démocratie européenne ? D'où une réunion de travail en mars puis en Juin 2009.

Isabelle Roy, Fédération de Paris :

J'étais présente à la réunion Besoin de gauche qui a eu lieu dimanche dernier à Alfortville. Il existe beaucoup de convergences entre nous (travailler à la refondation de la social-démocratie, par exemple). Il y a actuellement un bouillonnement (Terra Nova...), il faudra se regrouper, mais dans quoi ?

J'aurais quelques questions à poser : Comment voyez-vous aujourd'hui la motion A ? Que devient-on ? Si la ligne réformiste est majoritaire, comment allez-vous faire pour faire entendre notre voix ? Est-on en état de peser sur la direction ?

Pierre Albert, fédération de l'Isère :

Je relève un manque par rapport au texte proposé, centré sur l'économie, même si la période l'exige. Mais ne pas se laisser enfermer dans ce discours. On doit l'ouvrir à des champs plus larges.

Il faut davantage parler de qualitatif (et non plus seulement du quantitatif)

Le pouvoir, c'est la capacité à gérer le temps de l'autre. Les citoyens ont la volonté de se réapproprier son temps (télétravail, *home office*...). Voir par exemple l'entreprise Casino. C'est le personnel qui gère le temps de travail. Or, cela ne relève pas de l'accroissement du pouvoir d'achat, du quantitatif.

Qui détient le savoir détient du pouvoir ? Accéder au pouvoir au niveau du partage du savoir, cela se manifeste dans tous les secteurs de la vie d'aujourd'hui comme les copropriétés ou les universités. On ne comprend plus le monde dans lequel on est, donc disposer du savoir est indispensable.

Un aspect de la social-démocratie, c'est la justice sociale. Soyons porteur d'une demande de justice internationale (pénalisons par exemple les auteurs de la crise financière).

Bernard Soulage :

Nous n'avons pas confiance à autrui en France (seulement 20 % des français ont confiance en l'autre). Nous sommes le dernier pays de l'UE (30 % ou 40 % dans d'autres pays).

Il n'y a pas de grands corps intermédiaires, pas de volonté de construire ensemble en France. Il n'y aura pas de solution tant qu'on attendra la verticale de l'Etat. Le rapport du français à la politique n'est pas adéquat. Nous avons besoin à la fois de l'action publique et de l'action collective.

La question du protectionnisme renvoie d'abord à la thèse de Bruegel, c'est-à-dire à une baisse considérable des prix en Occident grâce à l'ouverture commerciale.

Il manque cependant des règles mondiales, de transparence... La transparence est la première chose à faire (se battre contre les paradis fiscaux...), selon Joseph Stiglitz. Nous devons créer une coalition mondiale. C'est vers cela qu'il faut aller avec l'administration Obama. Il faut porter une parole social-démocrate : oui aux syndicats, aux règles de l'OIT, à la transparence...

Nous devons muscler nos positions sur l'entreprise notamment concernant les pouvoirs au sein de l'entreprise, l'actionnariat salarial...

Concernant les élections européennes, le *Manifesto* est un très bon texte. Pour politiser la bataille européenne, le Parlement européen a un vrai rôle à jouer. Il doit se constituer un espace public et démocratique, dont le Parlement européen sera au centre. Le candidat socialiste à la présidence de la Commission doit être P. N. Rasmussen. Les Français veulent qu'on parle d'Europe à l'occasion de ces élections européennes. La droite a fait ce choix.

Georges Sohier, Secrétaire de section, Conseiller fédéral en Haute-Savoie :

On ne sait pas où est la motion A. Bertrand Delanoë s'est évanoui dans la nature. Je vous remercie pour la qualité du travail déjà engagé.

Catherine Tasca :

La qualité des contributions ainsi que notre fonds commun d'interrogation m'amène à me réjouir des débats organisés cette après-midi. De là où nous sommes, nous essayons d'injecter de la réflexion constructive.

- L'Europe est notre première urgence : un vrai plan pour la formation et la R&D doit être mis en œuvre en Europe ;
- Il nous faut réinvestir beaucoup plus le terrain de l'entreprise. L'entreprise comme lieu de production, mais aussi comme lieu de vie, d'où la nécessité d'actualiser les droits du travailleur dans l'entreprise ;
- Il convient aussi de prendre en compte les migrations : au cours des décennies à venir, les migrations ne pourront que s'accroître. Les socialistes sont très en deçà sur ce terrain. Nous devons proposer une perspective.

Alain Maurice :

- Sur l'action publique, elle doit être facilitatrice des initiatives privées ; elle doit être régulatrice via les droits sociaux, la fiscalité, l'investissement public... ; elle doit, enfin, être plus le filet de sécurité (jungle des minima sociaux, un million de personnes sous le seuil de pauvreté).
- Il faudrait aussi faire un zoom sur le choc des civilisations.
- Concernant l'idée de richesse et de PIB, on pourrait reprendre la notion de bien-être définie par l'Organisation mondiale de la santé.

Alain Bergounioux :

Je souhaite développer deux aspects complémentaires :

- Réunir ceux qui sont dans une situation de fragmentation au sein de la motion A et au-delà cette motion. La motion A, c'est un cadre qu'il convient de faire vivre. Les autres motions ne sont pas plus homogènes ; depuis Reims, tout est assez éclaté à la différence du Congrès de Rennes (où chaque motion était homogène). Il faudra en revanche être intransigeant sur les idées ;
- Avoir une réflexion de positionnement sur les grandes questions et de positionnement doctrinal (sur le capitalisme, sur le protectionnisme...).

Deux thèmes sont ressortis fortement au cours de cette après-midi :

- il faut d'abord lier la question de l'entreprise à celle du travail. Ceci dessine un premier groupe de réflexion « Entreprise et travail ». quelle institutionnalisation du conflit, car la social-démocratie a institutionnalisé le conflit. Ceci ne fonctionne plus très bien, mais ce problème demeure ;
- sur l'Europe : prendre le Manifeste du PSE, puis aller au-delà en faisant des propositions concrètes. Une stratégie industrielle coopérative et un exemple sectoriel comme l'automobile pourrait être choisi. Il s'agit de construire un moment en Mars 2009 sur ces deux thèmes avec un débat et une publication. Rendre visible notre philosophie politique. Restructurer une culture.

Dominique de Nayves :

- Courant Mars : deux ateliers sur « Entreprise et travail » et « l'Europe ».
- Voici quelques noms à propos du groupe de travail sur l'Entreprise et le travail : Roger Godino, Marc Deluzet, Bernard Soulage, Daniel Delaveau, Catherine Tasca, François Roussely... Le groupe est bien entendu ouvert à tous ceux qui veulent y participer.
- Notre groupe contact : Alexis Darmois, Guillaume Llorach, Fabien Verdier, Marc Deluzet et Dominique de Nayves.
- Contact professionnel de Dominique de Nayves : 01 45 61 51 89

« Nous ne sommes pas qu'une gauche gestionnaire, nous pensons que la transformation est longue et qu'on s'efforce de la mettre en oeuvre. »

Michel Destot :

Nous souhaitons nous ouvrir à un groupe plus large, sans exclusive. Les camarades de la motion A, D et même à l'extérieur. Nous ne voulons pas être repliés sur nous-mêmes. Ce fût un plaisir de parler de la social-démocratie.

« Nous sommes des militants de l'espoir et des combattants du champ du possible, indépendamment des positions de chacun. »

Fin de la réunion

Document distribué: « Quelle nouvelle cohérence économique et sociale pour les socialistes ? »

Site Internet créé : www.inventeragauche.com